



Département de Sociologie, FLSH, Université Cheikh Anta DIOP

Laboratoire de Sociologie, Anthropologie, Psychologie (LASAP)

APPEL À COMMUNICATION

Colloque international en Hommage aux Professeurs Moustapha TAMBA et Malick NDIAYE

« Comprendre et gouverner les incertitudes en contextes de crise »

Du 16 au 17 janvier 2023 à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar

1. RESUME

Le colloque « Comprendre et gouverner les incertitudes en contextes de crises » interroge la manière dont les incertitudes, propres aux situations de crises humanitaires multiformes, sont pensées et gérées dans les politiques publiques et leurs effets sur les processus de prise de décision. Face aux crises, les incertitudes scientifiques apparaissent en même temps que les agents pathogènes et les chercheurs parlent, communiquent, et écrivent sur ces incertitudes. Le fait d'anticiper en communiquant sur celles-ci peut avoir des effets sur les attitudes populaires face aux interventions proposées en réponse. Plus amplement, ce colloque discute de ce que les politiques de l'incertitude font à la confiance des citoyens et des formes de mobilisations sociales engendrées aussi bien dans la préparation, la réponse que la sortie de crise.

2. ARGUMENTAIRE

Ces dernières années, les crises humanitaires survenues principalement en Asie, au Moyen-Orient en Afrique et en Méditerranée ont été multiformes et principalement dues aux conflits armés, aux catastrophes naturelles, à l'urgence climatique et récemment à la COVID-19. Cette dernière est considérée comme une crise en réseau car l'infection virale est devenue une crise médicale, puis une crise de santé publique, qui a rapidement débouché sur une crise économique et financière impactant toutes les familles ; une confusion politique et de leadership, s'accompagnant d'un stress social croissant et d'inquiétudes quant à la fourniture des produits de première nécessité.

Il existe une longue tradition de recherche sur la confiance, l'incertitude et le risque, émanant de différents domaines des sciences sociales y compris l'économie, l'histoire, la sociologie,

l'ethnographie, les sciences politiques, ainsi que de la psychologie. Breakwell (2020) soulignait l'importance de la méfiance dans les réponses au risque d'un point de vue de la psychologie sociale, en abordant les questions d'identité et de représentations sociales pour expliquer certaines des dynamiques qui sous-tendent les relations entre l'incertitude personnelle et sociétale et entre l'incertitude et la méfiance. En sciences sociales, les situations d'incertitude sont des *faits sociaux inattendus*, car ils produisent le décentrement et la rupture dans le quotidien. À ce titre, les crises, avec leurs incertitudes, interpellent l'humanisme et les capacités à vivre et à gérer le quotidien en contexte d'incertitudes alors que notre civilisation nous a inculqués le besoin de certitudes toujours plus nombreuses sur le futur (Morin, 2022).

La question des incertitudes peut être appréhendée dans le domaine de la santé. Une des particularités des crises comme celle-liée à COVID-19, c'est que leur émergence et caractère « nouveau » renvoient à des incertitudes (Mc. Gregor et al., 2021). Ce terme désigne souvent ce que l'on ne sait pas, l'« inconnu et l'inattendu généralisés » (Chalas *et al.*, 2001), cette ignorance conduisant souvent à l'incapacité à décider. Dans la littérature scientifique, le terme qualifie en particulier des situations pour lesquelles la « connaissance des différents scénarios possibles ainsi que leurs conséquences, est limitée, voire inexistante » (Haddad, Benois, 2014), ce qui a une conséquence sur la capacité d'anticiper, de prévoir, de contrôler l'avenir. L'incertitude est généralement associée aux situations de crise et englobe à la fois l'incomplétude (manque d'information, l'absence de données à un instant où elles seraient nécessaires au processus de décision), l'inconsistance (informations insuffisantes, fausses, voire contradictoires), l'imprécision (erreurs inhérentes aux mesures ou observations et à la transmission de l'information). Comme le soulignait Morin, (2021), « dans la crise du coronavirus, on a eu peu de certitudes sur l'origine même de ce virus, sur ses différentes formes, les populations auxquelles il s'attaque, ses degrés de nocivité... Mais nous traversons également une grande incertitude sur toutes les conséquences de l'épidémie dans tous les domaines, sociaux, économiques... ». Selon Dautun et *al.* (2006), les limites des connaissances en situation de crise ont souvent trait aux causes de l'évènement (attentat, accident d'origine humaine ou naturel ...) à la source de danger (la nature du danger, la quantité de produit dangereux, ...) aux conséquences de l'évènement au niveau des enjeux humains (nombre de morts, de blessés), matériels (réseaux routiers ou de communication coupés) ou environnementaux (pollution des nappes phréatiques...), et concernant les réactions des populations, selon leur sensibilisation aux risques (évacuation, confinement), les précédents historiques (culture du risque).

Aujourd'hui, la migration de populations de pays en développement ou en conflits est généralement perçue comme une menace aux caractéristiques économiques, politiques, sociales et culturelles spécifiques, ce qui participe à la désorganisation des familles. Dans certains pays, les migrants sont considérés comme les principaux responsables du chômage des jeunes, de l'insécurité mais aussi comme une menace à l'« identité nationale ». Il se pose ainsi l'incertitude dans l'utilisation des statistiques relatives à la migration, données souvent instrumentalisées pour entretenir la xénophobie. Dès lors, la seule certitude est la permanence de l'incertitude dans notre vie quotidienne. Cette omniprésence de l'incertitude rend compte des limites des interventions des

pouvoirs publics. En réalité, l'incertitude pose aussi la prégnance et le caractère imminent du risque dans notre environnement au sens large. Ce dernier est inséparable de l'incertitude. Sous ce rapport, l'analyse de la manière dont les scientifiques communiquent dans des situations d'incertitude et les effets sur les processus décisionnels et la gouvernance des crises est un sujet d'intérêt majeur.

Par ailleurs, dans un contexte marqué par la permanence de la menace terroriste en Afrique Subsaharienne, avec les attentats violents qui ont secoué ces dernières années les pays frontaliers du Sénégal notamment le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, de nombreux observateurs ont pensé que le Sénégal serait la prochaine cible. Aussi, pour juguler cette menace, les autorités sénégalaises ont multiplié les contrôles et les arrestations de plusieurs djihadistes sénégalais ayant rejoint l'État islamique (EI) en Libye et les rangs de Boko Haram au Nigeria.

C'est dans ce contexte marqué par la permanence de la menace terroriste, que se pose avec acuité l'incertitude liée au processus de radicalisation (Kundnani, 2012 ; Sedgwick, 2010), à la mobilité des jihadistes, à la porosité des frontières, aux actions terroristes et conséquemment à la liberté de mouvement des populations, particulièrement dans la bande soudano-Sahélienne. Dans cette dynamique, les concepts de radicalisation, terrorisme et incertitudes (Kundnani, 2012 ; Mamdani, 2002) apparaissent comme étant intrinsèquement liés du fait que le combat incertain qui est mené contre ces fléaux de notre temps semble être hypothéqué ou perdu d'avance puisqu'il adresse un objet qui n'est ni spécifique, ni identifié, mais qui reste potentiel et dont la survenue est toujours de l'ordre de l'imprévisible (S. Perret, J. P. Burgess, 2018).

Opérant plus sur une logique de la peur et de l'inquiétude, le terrorisme installe chez les communautés l'angoisse d'une menace future mais imminente dont la forme tout en étant déterminée par les imaginaires, puise sa force politique aussi bien dans ces imaginaires, que dans la puissance de l'incertitude. Dans ces conditions, la seule et ultime préoccupation des États, des forces de défense et de sécurité, des services de renseignements ainsi que des chercheurs est de comprendre le processus qui mène à la radicalisation et où et quand les personnes radicalisées vont sombrer dans la violence. Sous ce rapport, se pose la question de la possibilité de la détection de la radicalisation, de son identification et de son annihilation sur la base de signes précurseurs repérables chez de potentiels djihadistes?

Cette première question introduit, en filigrane, une seconde à savoir : Existe-t-il des individus radicaux « en puissance » que l'on pourrait identifier avant qu'ils ne basculent dans le terrorisme ? Dans cette perspective, l'enjeu devient alors, pour reprendre (Neumann, 2008) (What goes on before the bomb goes off?)), c'est-à-dire de comprendre ce qui se passe avant pour prévenir ou déjouer l'acte dit terroriste. Par ailleurs, c'est aussi au nom de cette volonté d'anticipation de l'acte terroriste que les États et les structures chargées d'assurer la sécurité en arrivent à prendre des mesures liberticides ce qui, du coup, introduit une logique de suspicion destructrice des libertés individuelles, des relations sociales ainsi que la stigmatisation de certaines communautés (A. Kundnani, 2015).

Dans le domaine de l'environnement, les changements climatiques entraînent des changements dans les écosystèmes et les socio-systèmes. Ils placent les communautés dans des situations de risque environnemental et social qui s'aggravent en sévérité et en étendue en fonction de la

vulnérabilité des communautés et de leurs milieux de vie et de production, de leur niveau d'exposition et de l'efficacité des stratégies et politiques d'atténuation, de compensation ou d'évitement.

Dans les premières années de l'après-guerre, les États se sont engagés dans un recours massif à la science et à la technologie à des fins industrielles et militaires pour limiter les incertitudes sur la paix et le bien-être et favoriser la croissance. L'âge atomique marque de son empreinte toutes les dimensions de la vie. Les sciences se mettent au service des politiques publiques civiles et militaires. Les naturalistes et biologistes constatent les dégradations et l'artificialisation du vivant, les mathématiques participent à la gestion des macro-systèmes dans le social comme dans la technique. Tchernobyl, un soir de 26 avril 1986, puis le jeudi 3 mars 2022 lors d'une attaque de l'armée russe combinée à la "dissuasion nucléaire" brandie de part et d'autre nous montre combien la science nous a définitivement placé à la frontière des incertitudes et risques liés à la crise de l'intelligence démocratique et écologique, là où les superpuissances s'affrontent. L'avenir de notre planète semble désormais lié à l'incertitude nucléaire qui, comme les changements climatiques, devient aléatoire. Bien que certains organismes internationaux (GIEC) font des prévisions du changement climatique futur (par exemple l'état de l'environnement mondial à l'horizon 2063 qui justifie l'implémentation des ODD depuis 2015 dans la plus part des pays du monde), cette nature aléatoire de l'environnement futur entretient les incertitudes alimentaires des individus, soutenues par l'insécurité alimentaire (indisponibilité, instabilité, inaccessibilité, qualité douteuse des denrées alimentaires consommées) courante, l'une des premières conséquences du changement climatique sur le bien-être de l'individu. Aussi, ces incertitudes alimentaires issues du changement climatique peuvent avoir des implications considérables sur l'état de santé des individus. En outre, la surexploitation des ressources naturelles pose l'incertitude quant à l'épanouissement et à l'avenir des générations futures qui doivent ainsi « s'attendre en moyenne à un sort moins favorable que celui de leurs propres parents » (Chauvel, 2006). C'est dans ce sillage que Robert Castel (2009) parle de « mobilité descendante » pour rendre compte de la dégradation des conditions d'existence. Ces considérations éclairent l'intérêt de discuter l'incertitude produite, ignorée, maîtrisée ou connue dans les politiques environnementale et sociale liées aux changements climatiques, à l'industrialisation, aux mines et aux pétropolitiques in situ en Afrique subsaharienne et aux suds.

Les questions éducatives ne sont pas épargnées par des incertitudes. À titre d'exemple, nous pouvons parler des incertitudes liées à l'impact réel des savoirs et compétences transmis, aux réformes des contenus pédagogiques, aux perturbations cycliques voire chroniques, etc. L'école, les professions enseignantes, ainsi que les curricula et pratiques enseignantes sont aujourd'hui traversés par plusieurs incertitudes, face à la vivacité des savoirs et figures de référence ; la vivacité et la toute-puissance des technologies et solutions numériques. On imagine alors ce que peut provoquer la présence omniprésente de ces incertitudes, remettant en cause la posture classique de sachant dévolue à l'enseignant (Nédelec et *al.*, 2017). Le fait que les incertitudes fassent partie du quotidien pose l'intérêt de la mise en débat du dogmatisme psychologique de l'éducation nationale, et d'une éducation à l'incertitude aussi bien pour les enseignants que pour les élèves.

S'agissant des technologies de l'information et de communication, autant elles réduisent les distances géographiques autant elles sont mobilisées pour véhiculer des idées et discours pouvant porter atteinte à la cohabitation pacifique et au vivre-ensemble. Nous vivons ainsi dans une « technomonde » marquée par la « technologisation » de la société (Balandier, 2005) avec ses risques et incertitudes. Selon Hansson (2002), dans une « société du savoir », on attendrait des décideurs qu'ils sachent comment atteindre leurs objectifs, tandis que dans une « société du risque », on s'attendrait que des événements aussi imprévisibles qu'impossibles à maîtriser les empêchent totalement. Face à l'incertitude, la science n'a pas toutes les réponses pour résoudre les crises humanitaires et pourtant elle est challengée et attendue. L'incertitude fait alors « partie intégrante de la science » (May, 2001).

Toutes ces réflexions illustrent bien combien l'incertitude reste un élément de la condition humaine, d'où l'intérêt de mieux se pencher sur la compréhension pluridisciplinaire de sa nature, de ses caractéristiques particulières ; d'étudier les contextes dans lesquels elle émerge, ses constructions socio-culturelles, ainsi que la manière dont elle est résolue par les populations pour vivre avec ou la mitiger. Se pencher sur cette question permet de cerner les dynamiques du rapport entre individu et société et par ce biais de mieux saisir les conditions dans lesquelles un « risque » est, localement, effectivement perçu comme tel, domestiqué. Les travaux qui explorent aussi les relations entre la méfiance, l'incertitude et les réponses au risque sont essentiels pour la gestion des crises multiformes.

3. CONTRIBUTIONS RECHERCHEES

Les propositions pourront s'articuler autour de l'une ou de plusieurs des entrées constituant les sessions suivantes :

Session 1 : Preparedness, Communication et information en contexte d'Incertitudes : Mobilisations sociales, engagements civiques et activisme

Ce Panel valorise les travaux visant à décrire de manière émiq, la mise en parole et en mots de l'incertitude dans plusieurs secteurs de la vie sociale comme la santé, l'éducation, l'environnement, l'économie (perceptions des causes, conséquences et modes de prise en charge de ce qui est incertain dans la survenue des crises) à comprendre les modes de préparation et d'anticipation (preparedness) par les acteurs et les populations des catastrophes potentielles et de l'incertitude dans les secteurs de l'environnement, de la santé, du changement climatique etc., ainsi que ceux qui analysent les difficultés liées au processus de communication et d'éducation à la gestion de l'incertitude. Il s'appuie sur la littérature scientifique issue des champs de la sociologie de la communication, de l'éducation, de la psychologie sociale et de la sociologie des politiques publiques, entre autres. Les auteurs pourront s'appuyer sur les théories de « l'Amplification sociale des risques » pour analyser l'impact de situations dites d'incertitude induit par la communication du risque et les biais de traitement de l'information ; les formes de mobilisations sociales engendrées par les politiques, discours de l'incertitude et les effets sur la confiance des citoyens.

Session 2 : Science, Politiques publiques et orientations stratégiques en contexte d'incertitudes

Décider dans un monde incertain fait penser aux notions de Prévention, prévision, protection, mitigation. Il s'agira de décrire, comprendre et analyser les formes et modalités de mobilisations de la science pour la prise de décision et la gouvernance des formes d'incertitude associées aux crises multiformes, touchant le social, le culturel, l'économique, l'environnemental. Les travaux analysant les processus de prise de décision, politiques de l'incertitude dans le cadre des crises humanitaires, et la mise en débat du statut de la science pour la gestion des incertitudes sont attendus. Les analyses des conseils scientifiques proposés aux décideurs et leurs traductions en politiques publiques ou en mesures stratégiques sont souhaitées. Par ailleurs, une attention particulière sera accordée aux réflexions sur les modes de valorisation des produits de la recherche et l'usage des connaissances technico-scientifiques dans la gestion des incertitudes. Pour cela, les propositions de communication dans ce panel pourront mobiliser aussi les théories du « Public Understanding of Science » afin de mieux discuter de la compréhension, des mobilisations, sollicitations, et pratiques de la science face aux incertitudes sociales, aussi bien dans le domaine de l'éducation, de l'environnement, de la santé que d'autres champs connexes.

Session 3 : Sciences sociales, expertise et aide à la décision en contexte d'incertitudes

Même si différentes recherches montrent qu'il est efficace de mobiliser des experts en psychologie et sciences sociales le plus tôt possible dans le processus de création de confiance de la population envers les experts d'une situation de crise (Lits 2013), il est aussi clair que la ressource principale facilitant la transmission d'une information par des experts n'est pas forcément la qualité de la science qu'ils mobilisent, mais bien la confiance que le public va accorder à la source en fonction de ses propres référents socioculturels. Dans ce Panel, il s'agira d'analyser, dans les contextes d'incertitudes, les processus sociaux dans lesquels les social scientist sont impliqués et qu'ils contribuent à modeler, informer, animer... Ce Panel devra permettre de discuter les expertises des sciences sociales qui informent la décision, et, le cas échéant, d'en évaluer les effets pour la science et pour les gouvernants.

Session 4 : Coopération, Ethique, bioéthiques, Gouvernance et incertitudes

Les conséquences d'une crise imposent des prises de décisions qui impactent les populations et soulèvent des enjeux éthiques qui, s'ils ne sont pas anticipés, augmentent les incertitudes. Devant la crise, avec ses incertitudes, qui impactent les droits fondamentaux et comportent des enjeux éthiques importants. Les principes généraux que sont la solidarité, la responsabilité commune, la non-discrimination, l'humanité, l'impartialité, la neutralité, la coopération et la prévention constituent sont liés aux catastrophes, ainsi que le caractère implicite de l'éthique dans les processus de prise de décision. Pourtant, dans la réalité de la gouvernance des incertitudes, la mise en œuvre des politiques locales de prévention des risques majeurs tient fréquemment lieux de jeux d'acteurs difficilement coopératifs.

Sur la scène mondiale, on assiste à une recombinaison majeure des relations interétatiques et à l'émergence d'un nouveau grand jeu d'acteurs stratégiques, étatiques ou non, mêlant indistinctement concurrence, coopération, tension et confrontation de nature directe comme indirecte. L'équilibre interne de nombreux États, en particulier dans les pays en développement, dépend fortement des aides internationales et des appuis des agences des Nations Unies, or, en situation de crise et d'incertitudes (sanitaires, politiques, économiques, militaires), aucun acteur n'est pas à l'abri. Face aux crises dans les relations de coopération et de solidarité bilatérale, dans les situations de développement de nationalisme, les organisations de la société civile et les organisations communautaires deviennent des acteurs porteurs de valeurs et de réponses locales non négligeables. Il s'agira dans ce panel, de comprendre les partenariats/coopération entre les Gouvernements, entre les gouvernements et les Organisation internationales, le Secteur privé et la Société civile dans les moments d'incertitudes ; la collaboration avec les associations communautaires et des mouvements sociaux citoyens qui naissent dans des contextes d'incertitudes et qui contribuent à la gestion des incertitudes au ras-du-sol.

Par ailleurs, le risque, inséparable de la notion de Valeur (ROHRMAN, RENN, 2000) et de sa perception, soulève des enjeux éthiques (valeurs, principes et règles mis en question) tout au long du processus visant à le gérer. Dans ces situations, les principes moraux entrent en contradiction et complexifient l'architecture des choix à faire. Se pose alors la question de savoir comment amener État, humanitaires, société civile, organisations citoyennes) à coopérer pour qu'ils négocient et construisent des réponses, politiques responsables afin de protéger, prévenir les territoires face aux risques majeurs.

Dans cette session, nous souhaitons discuter des implications et dilemmes éthiques des décisions, actions prises par les gouvernements, les acteurs et décideurs pour gérer les crises avec leurs incertitudes. En discutant de l'adaptabilité locale, de l'acceptabilité sociale, de leur caractère juste et responsable, de leurs sensibilités aux droits humains et groupes vulnérables peut permettre de penser une nouvelle éthique de la gouvernance, capable de mieux faire face à des situations de crises multiformes. Par ailleurs, les travaux abordant le rôle des institutions et organes en charge des questions éthiques et bioéthiques face aux modes de gouvernance et de prise de décision politique sont bienvenues, ainsi que ceux proposant des réflexions fondées sur une méthode réflexive et pragmatique à propos des enjeux éthiques dans les moments d'incertitudes.

Session 5 : Gouvernance par l'incertitude et sociétés démocratiques : conflits armés, radicalisation, Jihadisme et action terroriste

Aujourd'hui, dans le Sahel particulièrement, le caractère prolongé de nombreux conflits armés, le terrorisme et la lutte contre le terrorisme ont fait l'objet de nombreux débats politiques, humanitaires et juridiques ces dernières années. A cela s'est ajouté une crise sanitaire qui a de gros impacts sur les besoins et les vulnérabilités des populations civiles, sur les modalités de gouvernance, sur les rapports entre les États et les populations. Si toutes les armées, du fait de leur culture du risque et de la résilience construit pendant les conflits armés auxquelles elles sont confrontées, il est admis que certains problèmes, tels que la COVID 19, se présentent différemment

et génèrent une multitude d'incertitudes. Qu'ils s'agissent de neutraliser des groupes armés non étatiques, des extrémistes violents, ou d'apporter des appuis humanitaires ou sanitaires, il est important de comprendre aujourd'hui comment les armées et les décideurs s'accommodent face aux situations de crise et d'incertitudes, dans le respect de l'éthique et des droits humains.

Cette session interroge aussi les processus de radicalisation et permet aux participants de discuter et de voir comment les incertitudes prédisposent certains individus à s'engager dans la voie du djihadisme et en arrivent à basculer dans la violence terroriste. Par ailleurs, en adressant la question de l'évaluation du risque associée à la perception et à l'acceptabilité par les communautés des mesures sécuritaires prises dans un contexte d'incertitudes, ce panel pointe du doigt certaines dérives possibles en ce sens que les États ainsi que les forces de défense et de sécurité en essayant de détecter de potentiels radicalisés -- qu'il soit loup solitaire ou membre d'un groupe -- et d'anticiper les actions de violence, peuvent prendre des mesures contraignantes et restrictives parfois en déphasage avec le strict respect des libertés individuelles et politiques.

Session varia : *Jeunes chercheurs*

Une session varia est ouverte pour les étudiants en thèse souhaitant rendre hommage au Professeur Moustapha Tamba et au Professeur Malick Ndiaye par la présentation de leurs travaux de recherche. Au-delà de la thématique générale du colloque, les doctorants peuvent proposer des résumés qui touchent à d'autres thèmes.

Les propositions peuvent mettre en avant des études de cas relevant d'un ou de plusieurs perspectives disciplinaires (sociologie, anthropologie, psychologie, philosophie, linguistique etc.), abordant divers types de crise (éducation, environnement, changement climatique, santé, etc.)

4. MODALITES DE REPONSE A L'APPEL

L'appel à communication est ouvert du 10 juin au 15 juillet 2022 Les propositions de communication (en français ou en anglais) doivent comprendre les éléments suivants :

- 1. Les coordonnées du ou des auteurs (Nom, Prénom, titre, affiliation, mail)
- 2. Le titre de la proposition
- 3. Le nom d'une ou deux sessions dans la(es)quelle(s) s'inscrit la proposition
- 4. Un résumé de 800 mots exposant l'objet de la communication, la méthodologie, les résultats et les conclusions/discussion
- 5. Une liste de 5 mots-clefs

Les propositions de communications doivent être envoyées aux adresses suivantes : elhadjimalicksy.camara@ucad.edu.sn et albert.ndione@ucad.edu.sn

Après acceptation par le comité scientifique, le texte complet des communications, aux normes de style imposées, devra parvenir aux organisateurs du colloque au plus tard le 30 Septembre 2022.

5. COORDINATION SCIENTIFIQUE

Pr BARRY Oumar
Pr DESCLAUX Alice
Pr DIAGNE Malick
Pr DIENE Aminata NIANG
Pr DIEYE Mouhamed Moustapha
Pr DIOP Babacar Mbaye
Pr DUCLOS Vincent
Pr EBOKO Fred
Pr FAYE Sylvain Landry
Pr GOMIS Souleymane
Pr HANE Kine
Pr NDAO Mor
Pr NDIAYE Lamine
Pr SALL Fatou DIOP
Pr TAMBA Moustapha
Pr TANDIAN Aly

6. COMITE D'ORGANISATION

- Dr BADJI Mouhamed Ahmed
- Dr CAMARA El Hadj Malick Sy
- Dr DIA Ibrahima
- Dr DIOUF Samba
- Dr NDIAYE Mame Birame
- Dr NDIONE Albert Gautier
- Dr MANGA Priska
- Dr NDOYE Tidiane